

# CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.1049  
30 janvier 2007

FRANÇAIS

---

## COMPTE RENDU DÉFINITIF DE LA MILLE QUARANTE-NEUVIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE

tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le mardi 30 janvier 2007, à 10 h 10

Présidente: M<sup>me</sup> Gladine MTSHALI (Afrique du Sud)

La PRÉSIDENTE (parle en anglais): Je déclare ouverte la 1049<sup>e</sup> séance plénière de la Conférence du désarmement.

Sont inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui les représentants de Cuba et de la Turquie.

Avant de donner la parole aux orateurs inscrits, je vous annonce que, à l'issue de la présente séance plénière officielle, une séance informelle aura lieu à des fins d'information dans la salle des conseils, à laquelle les coordonnateurs pour les différents points de l'ordre du jour vous feront succinctement part de leurs idées pour les séances informelles qu'ils présideront au cours des semaines à venir, soit de la troisième à la neuvième semaine de la session de 2007.

Je donne à présent la parole au représentant de Cuba, l'Ambassadeur Juan Antonio Fernández Palacios.

M. FERNÁNDEZ PALACIOS (Cuba) (parle en espagnol): Madame la Présidente, je veux d'emblée vous féliciter à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement, poste que vous êtes la première à occuper à la présente session. Je suis sûr que vos qualités de chef et votre expérience de diplomate confirmée nous seront très utiles alors que nous nous efforcerons de sortir la Conférence de l'impasse dans laquelle elle se trouve. Je tiens aussi à rendre hommage aux efforts inlassables que vous avez déployés en vue de préparer la présente session, notamment aux consultations bilatérales très larges que vous avez tenues à cette fin.

Dans le monde d'aujourd'hui, il devient toujours plus nécessaire de préserver le multilatéralisme dans les relations internationales. Sans un renforcement du multilatéralisme, nous ne parviendrons pas à mettre en place des solutions efficaces en matière de paix et de sécurité internationales, qui soient fondées sur le respect rigoureux des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et le droit international. Dans ce contexte, la Conférence du désarmement a un rôle très important à jouer, en tant que lien essentiel entre les éléments de ce système multilatéral.

Après de longues années passées dans la léthargie, la paralysie et l'impasse, la Conférence du désarmement arrive à un moment critique de son histoire. Nous pouvons beaucoup faire pour mieux organiser nos débats, mais nous n'avancerons guère dans la réalisation des objectifs fixés à la Conférence en sa qualité d'instance multilatérale unique de négociation sur le désarmement faute d'une réelle volonté politique, en particulier chez ceux dont l'intransigeance a paralysé tous progrès dans le passé.

La Conférence requiert que tous ses membres en arrivent à un compromis politique. Je n'entends pas par là un compromis par lequel certains céderaient en acceptant les priorités des autres, sans l'assurance que leurs propres priorités seront aussi prises en considération, mais plutôt une solution qui tienne compte des intérêts légitimes de tous en matière de sécurité. C'est uniquement ainsi que nous pourrons faire sortir la Conférence de l'impasse dans laquelle elle se trouve et commencer enfin des travaux de fond au titre des différents points de son ordre du jour.

La délégation cubaine a prié le secrétariat de bien vouloir faire le nécessaire pour que soit distribué comme document officiel de la Conférence le texte du chapitre intitulé «Désarmement et sécurité internationale» du document final adopté au Sommet du Mouvement des pays

(M. Fernández Palacios, Cuba)

non alignés, qui s'est tenu à La Havane (Cuba), du 14 au 16 septembre 2006. Entre autres éléments auxquels les délégations pourront se reporter dans le document que nous avons fait distribuer, il y a lieu de noter que les chefs d'État ou de gouvernement de 118 pays ont réaffirmé «l'importance de la Conférence du désarmement en tant que seule instance multilatérale de négociation d'accords de désarmement» et ont réitéré «leur appel à ce qu'elle tombe d'accord sur un programme de travail équilibré et complet en établissant, entre autres, aussitôt que possible et en tant que première priorité, un comité spécial sur le désarmement nucléaire». Les chefs d'État ou de gouvernement ont en outre «insisté sur la nécessité d'engager des négociations dans le cadre d'un programme échelonné en vue de l'élimination complète des armes nucléaires selon un chronogramme concret, y compris une convention sur les armes nucléaires».

En dépit du fait que la guerre froide a pris officiellement fin, il subsiste quelque 33 000 armes nucléaires dans le monde, dont plus de 12 000 sont tenues prêtes à un emploi immédiat. De même, les programmes de modernisation des armes nucléaires n'ont pas cessé, bien que le danger mortel de ces armes soit notoire. Il y a une contradiction dans le fait que certains États continuent d'exercer des pressions afin que la communauté internationale s'intéresse toujours davantage à la non-prolifération horizontale, au détriment du désarmement nucléaire. Or le seul moyen sûr et efficace d'éviter que les armes de destruction massive prolifèrent consiste à les éliminer totalement et complètement. Dans ce contexte, en attendant de progresser vers la réalisation de cet objectif, nous ne saurions continuer de retarder la conclusion d'un instrument universel, inconditionnel et juridiquement contraignant offrant des garanties de sécurité aux États non dotés d'armes nucléaires.

En outre, Cuba s'associe à ceux qui appuient l'idée d'ouvrir des négociations à la Conférence sur un traité international qui interdirait la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires et qui répondrait aux objectifs tant de la non-prolifération que du désarmement. Nous sommes aussi prêts à consentir à l'ouverture de négociations sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

À l'échelle mondiale, les dépenses militaires sont aujourd'hui supérieures à un milliard de dollars des États-Unis et continuent d'augmenter. Les pays consacrent aujourd'hui bien plus de ressources à la production d'un matériel destiné à tuer plutôt qu'à la protection de la vie. Selon les estimations établies par l'Organisation des Nations Unies, le coût de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement représenterait environ 10 % des dépenses mondiales actuelles pour l'armement. Cela paraît être une somme modeste et réalisable eu égard à ce qu'elle permettrait d'accomplir: des milliers de vies pourraient être sauvées chaque jour, des millions de personnes de par le monde pourraient échapper à la pauvreté, chaque fille et chaque garçon du tiers monde pourrait aller à l'école, et il serait possible de combattre plus efficacement la terrible pandémie du sida qui aujourd'hui nous touche tous également.

Est-il possible de faire évoluer la situation? Ça l'est, bien sûr. La Conférence du désarmement peut-elle contribuer aux efforts déployés pour faire évoluer les choses? C'est bien évidemment le cas. Un rôle important attend la Conférence du désarmement. La tâche ne sera pas facile et ne pourra pas s'accomplir très rapidement, outre que la question ne pourra pas être réglée dans le cadre étroit de cette instance. Cependant, nous n'avons d'autre possibilité que

(M. Fernández Palacios, Cuba)

de continuer à nous démener pour réaliser nos objectifs, dans l'intérêt de la paix, et parvenir à l'élimination complète des armements.

Madame la Présidente, vous pourrez compter sur l'appui et la contribution de Cuba à ces nobles tâches, comme à l'accomplissement de vos fonctions.

La PRÉSIDENTE (parle en anglais): Je remercie le représentant de Cuba de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Je donne à présent la parole au représentant de la Turquie, l'Ambassadeur Ahmet Üzümcü.

M. ÜZÜMCÜ (Turquie) (parle en anglais): Madame la Présidente, puisque c'est la première fois que je prends la parole, permettez-moi de vous féliciter vivement de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement. Je veux aussi vous remercier des paroles aimables de bienvenue que vous m'avez adressées de même qu'à d'autres nouveaux venus, lors de la première séance plénière de la Conférence. Soyez assurée que je ferai part à mon prédécesseur, l'Ambassadeur Kurttekin, de vos paroles de gratitude.

Madame la Présidente, je veux vous féliciter de vos talents de diplomate, de vos qualités de chef ainsi que de votre dynamisme, qualités qu'attestent l'adoption rapide de l'ordre du jour de la session de 2007 de la Conférence et la présentation d'un cadre novateur d'organisation des travaux. La Turquie est favorable à une telle organisation des travaux et vous félicite des efforts que vous avez déployés pour la formuler. Vous-même et les cinq Présidents entrants avez, en effet, travaillé très dur pour lancer les travaux de la Conférence, lui insuffler un esprit novateur et lui présenter des idées nouvelles. Nous avons le sincère espoir que ces initiatives aboutiront.

Nouvellement arrivé à la Conférence, je note que nous nous réunissons dans ce lieu historique de la salle des conseils de la Société des Nations. C'est un lieu qui, de prime abord, peut nous rappeler une organisation disparue et une ère où les institutions multilatérales ont été abandonnées alors que le monde s'acheminait vers une nouvelle guerre. Toutefois, je ne pense pas que cela doive être une raison de ne plus espérer. Au contraire, les fresques magnifiques de José María Sert, d'or et de sépia, qui dépeignent le progrès de l'humanité dans la voie de la santé, de la technologie, de la liberté et de la paix, devraient nous rappeler les réalisations passées de l'humanité et le devoir qui est le nôtre de redonner vie à cette salle. À mon sens, il est grand temps que la Conférence, unique instance mondiale de négociation sur le désarmement multilatéral, s'affirme de nouveau et remplisse la fonction qui a été envisagée pour elle. Il faut aussi garder présent à l'esprit le fait que le nouveau Secrétaire général, M. BAN Ki-moon, a déclaré qu'il se donnait notamment pour priorité de relancer les efforts dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération.

La Turquie est favorable à un désarmement général et mondial et appuie tous efforts faits en vue de maintenir la sécurité internationale par la limitation des armements, la non-prolifération et le désarmement. La Turquie est partie à tous les instruments internationaux de non-prolifération et régimes de contrôle des exportations, et appelle de ses vœux l'universalisation de ces instruments et régimes et leur application efficace.

(M. Üzümcü, Turquie)

La Turquie, qui est située dans une région où la prolifération suscite des inquiétudes particulières, suit avec une grande attention l'évolution de la situation dans ce domaine et prend part aux efforts déployés collectivement en vue de l'élaboration de mesures qui puissent inverser cette tendance alarmante.

Malgré l'échec de la Conférence d'examen de 2005 et les faits intervenus récemment qui en combattent les idées, la Turquie reste convaincue que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) est un instrument multilatéral unique et irremplaçable, une pierre angulaire du régime de non-prolifération mondial et la base même de tous efforts en matière de désarmement nucléaire. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour en sauvegarder l'intégrité et l'autorité. La Turquie a le sincère espoir que le nouveau cycle d'examen du TNP, qui commencera ce printemps à Vienne, préparera le terrain à un succès de la Conférence d'examen de 2010, par un accord rapide sur les questions d'organisation.

À cet égard, qu'il me soit permis de faire ressortir le rôle indispensable et critique que joue l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui célèbre cette année le cinquantième anniversaire de sa création. La Turquie reste convaincue qu'il faudrait renforcer encore les compétences de l'Agence en matière de vérification et adopter le Protocole additionnel type en tant que norme universelle de la vérification du respect des dispositions du TNP.

À notre avis, l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires aurait pour effet de renforcer encore le régime établi par le TNP.

La Turquie attache aussi une importance particulière à la négociation d'un traité universel et non discriminatoire qui interdirait la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires. L'interdiction de la production de telles matières renforcerait tant la non-prolifération que le désarmement nucléaires. Une démarche non discriminatoire et de plus grande envergure exigerait que l'on aborde aussi la question des stocks existants et celle d'une vérification efficace.

La Turquie est favorable à l'idée de créer des zones exemptes d'armes nucléaires dans le cadre d'accords librement conclus et, dans ce contexte, appuie le principe de l'établissement d'une zone exempte d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs au Moyen-Orient, suivant des dispositions dont le respect serait effectivement vérifiable. Nous encourageons donc tous efforts faits pour en arriver, avec la participation de tous les intéressés, à un accord régional à ce sujet.

La Turquie accueille aussi avec satisfaction la prorogation du mandat du Comité 1540 et continuera à en appuyer les travaux qui, elle en a la conviction, complètent les efforts déployés par la communauté mondiale pour combattre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs.

La Turquie est d'avis que l'Initiative de sécurité contre la prolifération constitue une mesure de coopération importante, qui complète les mécanismes existants consacrés par divers instruments internationaux et régimes de contrôle des exportations. Elle continuera à appuyer cette initiative.

(M. Üzümcü, Turquie)

Dans un même ordre d'idées, la Turquie a apporté son appui à l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire. C'est avec un vif plaisir qu'elle accueillera la deuxième réunion des participants à cette initiative les 12 et 13 février 2007 à Ankara.

La Turquie appuie les vues qui ont été exprimées et les propositions qui ont été avancées concernant l'établissement de mécanismes politiques, puis l'adoption d'instruments internationaux juridiquement contraignants qui assureraient les États non dotés d'armes nucléaires contre le recours à de telles armes par des États qui en sont dotés.

La recherche sur l'espace et dans ce milieu devrait servir exclusivement à des fins pacifiques. À cet égard, la Turquie appuie aussi l'idée de renforcer le régime juridique international en vigueur et les propositions faites à cet effet, qui sont axées sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

La Turquie considère que la Convention sur les armes chimiques et la Convention sur les armes biologiques constituent deux éléments importants du système mondial qui a été mis en place pour lutter contre la prolifération des armes de destruction massive. Le fait que certains États n'ont pas adhéré à ces conventions continue de présenter un grave danger pour la sécurité mondiale. Encore une fois, nous appelons de nos vœux une plus large adhésion à ces conventions et à une application effective de leurs dispositions.

La Convention sur les armes chimiques, qui est assortie d'un mécanisme de contrôle et de vérification international strict et efficace, s'est révélée être un moyen d'interdire et d'éliminer effectivement une catégorie entière d'armes de destruction massive. Il demeure indispensable que les États parties respectent les délais établis pour la destruction des stocks d'armes chimiques et la vérification de ces opérations.

La sixième Conférence d'examen de la Convention sur les armes biologiques a eu lieu en novembre et décembre derniers, ici à Genève. Les résultats de cette conférence nous paraissent satisfaisants. À notre sens, il faudra, en définitive, renforcer la Convention sur les armes biologiques par un mécanisme de vérification.

L'accroissement progressif de l'éventail et de la précision des missiles balistiques rend d'autant plus inquiétants les risques de prolifération. La Turquie est d'avis que le Code de conduite international visant à faire obstacle à la prolifération des missiles balistiques constitue une mesure concrète dans la voie de l'élaboration de régimes juridiques acceptés au plan international dans ce domaine. Nous souhaiterions que ces efforts s'universalisent.

La prolifération des armes classiques est aussi un sujet de préoccupation pour la Turquie. L'accumulation excessive et la dissémination incontrôlée des armes légères constituent une menace non négligeable pour la paix et la sécurité, de même que pour le développement social et économique de nombre de pays. S'y ajoute le fait que le commerce illicite de ces armes et le terrorisme sont étroitement liés. La Turquie continuera à contribuer activement à tous efforts qui seront déployés au sein de l'Organisation des Nations Unies et dans d'autres cadres pour susciter une coopération internationale et établir des normes et règles effectives, en vue de combattre et d'éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects.

(M. Üzümcü, Turquie)

Le fait qu'il n'a pas été possible d'enregistrer des résultats tangibles à la conférence d'examen de l'année dernière est décevant. La Turquie reste néanmoins attachée à la mise en œuvre effective et au renforcement ultérieur du Programme d'action pour prévenir, combattre et éradiquer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects.

La Turquie, qui est consciente du préjudice porté par les armes légères à la paix et à la sécurité mondiales, est favorable à l'idée d'élaborer un traité sur le commerce des armes qui viserait à faire cesser le commerce incontrôlé et non réglementé des armes dans le monde et à établir des normes communes pour le commerce mondial des armes classiques. C'est la raison pour laquelle la Turquie s'est portée coauteur du projet de résolution sur la question, dont le Royaume-Uni a pris l'initiative l'année dernière dans le cadre de la Première Commission.

En matière d'armes légères, la prolifération et l'emploi sans autorisation des systèmes portables de défense antiaérienne restent un sujet de préoccupation grave. La Turquie maintient que la communauté internationale doit agir avec détermination en vue d'améliorer la sécurité des stocks et de renforcer le contrôle des exportations dans des pays qui importent ou fabriquent de tels systèmes. Nos vues sur la question ont été résumées dans une déclaration faite à la Conférence du désarmement le 24 août 2006.

Quant aux armes classiques, le fléau des mines antipersonnel, qui produisent des effets traumatiques excessifs et frappent sans discrimination, est aussi un sujet d'inquiétude. La Turquie appuie sans réserve les efforts déployés en vue de parvenir à l'universalité et à l'application effective de la Convention d'Ottawa et souscrit à l'idée d'un monde sans mines antipersonnel.

La Turquie est devenue partie à la Convention d'Ottawa en 2004. Cela dit, elle a commencé les opérations de déminage en 1998 déjà. L'enlèvement de toutes les mines antipersonnel en place devrait être achevé d'ici à 2014, comme le requièrent les engagements qui découlent de la Convention pour le pays. Dans ce contexte, il y a lieu de mentionner que la Turquie tient absolument et sincèrement à faire en sorte que les acteurs armés dits «non étatiques» s'impliquent dans l'action antimines.

Je voudrais informer les membres de la Conférence que la Turquie est devenue partie à la Convention sur certaines armes classiques, telle qu'elle a été modifiée en 2001, au Protocole I, au Protocole II modifié et au Protocole IV. La Convention et les Protocoles que je viens de mentionner sont entrés en vigueur à l'égard de la Turquie le 2 septembre 2005.

La présente intervention serait incomplète sans la mention de l'appui apporté par la Turquie au Registre des armes classiques de l'ONU. Celui-ci constitue, à notre sens, un mécanisme très utile pour nos travaux dans ce domaine.

Avant de conclure, qu'il me soit permis, Madame la Présidente, de vous assurer encore une fois de la coopération et du plein appui de la délégation turque tout au long de votre mandat.

La PRÉSIDENTE (parle en anglais): Je remercie le représentant de la Turquie de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a adressées à la présidence. Il n'y a pas d'autres orateurs inscrits. Une délégation souhaite-t-elle prendre la parole à ce stade? Cela ne semble pas être le cas. Nos travaux sont ainsi terminés pour aujourd'hui.

Le secrétariat me demande de vous rappeler que vous êtes priés de soumettre la liste des membres de vos délégations, de préférence avant la fin de la semaine, afin qu'il puisse publier rapidement la liste des participants de la session de 2007 de la Conférence.

Encore une fois, je vous prie de noter qu'une séance d'information informelle débutera dans cinq minutes dans la salle des conseils, à laquelle les coordonnateurs vous feront part de leurs idées pour les séances informelles qu'ils présideront au cours des semaines à venir, soit de la troisième à la neuvième semaine de la session de 2007.

Comme à l'accoutumée, cette séance informelle sera ouverte uniquement aux membres de la Conférence et aux États qui ont été invités à participer aux travaux de l'instance sans en être membres.

Enfin, je vous informe que la prochaine séance plénière officielle de la Conférence s'ouvrira le jeudi 1<sup>er</sup> février 2007, à 10 heures.

*La séance est levée à 10 h 30.*

-----